

Brochure n° 3212

**Accords nationaux**

**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**

**Personnels intérimaires**

**Personnels permanents**

**(7<sup>e</sup> édition. – Novembre 2003)**

**ACCORD « SALAIRES » DU 21 MARS 2005**

**NOR : ASET0550690M**

Après avoir fait le point sur la situation économique et sociale de la branche et relevé que les salaires minima des 2 premiers niveaux de classification nécessitent qu'une attention particulière leur soit portée, en 2005, les organisations signataires du présent accord conviennent de prévoir, en ce qui concerne les salaires minima relatifs à l'année 2005, ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 29 janvier 2003, qui commence par « à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 », est remplacé par les 2 alinéas suivants :

« A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et jusqu'au 31 mars 2005 :

- le salaire minimum du niveau I est de 1 200 € ;
- le salaire minimum du niveau II est de 1 220 € ;
- le salaire minimum du niveau III est de 1 277 € ;
- le salaire minimum du niveau IV est de 1 444 € ;
- le salaire minimum du niveau V est de 1 860 € ;
- le salaire minimum du niveau VI est de 2 844 € ;
- le salaire minimum du niveau VII est de 3 868 €.

« A compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 et jusqu'au 31 décembre 2005 :

- le salaire minimum du niveau I est de 1 221 € ;
- le salaire minimum du niveau II est de 1 232 € ;

- le salaire minimum du niveau III est de 1 277 € ;
- le salaire minimum du niveau IV est de 1 444 € ;
- le salaire minimum du niveau V est de 1 860 € ;
- le salaire minimum du niveau VI est de 2 844 € ;
- le salaire minimum du niveau VII est de 3 868 €. »

## **Article 2**

Le présent accord est conclu pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

## **Article 3**

Le présent accord national, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 21 mars 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Syndicat des entreprises du travail temporaire.

### **Syndicat de salariés :**

CGT-FO.